



**Frédéric PETIT**  
**Député des français établis à l'étranger**  
**Allemagne, Europe centrale et Balkans**  
**126 rue de l'Université - 75355 – Paris 07SP**



29 octobre 2019

## **Communiqué de presse**

### **Adhésion de l'Albanie et la Macédoine du Nord à l'UE : arrêtons l'hypocrisie !**

Les 17 et 18 octobre derniers, le Conseil européen a préféré reporter à une date ultérieure l'ouverture des négociations d'adhésion à l'Union européenne de l'Albanie et de la Macédoine du Nord, notamment en raison du manque de progrès dans la consolidation de l'Etat de droit et dans le respect des critères de pré-adhésion. Cette décision, ou plutôt cette non-décision, déterminée par la position de la France et des Pays-Bas, a créé un certain trouble chez nos partenaires des Balkans occidentaux, qui ont pu le vivre comme un affront injustifié.

Pourtant, ceux de nos partenaires européens qui entretiennent la déception des pays concernés et critiquent la position française ne sont pas toujours les plus conséquents ni les plus cohérents dans leurs choix. Ce sont souvent les mêmes, en effet, qui trainent les pieds pour réformer l'Union européenne, empêchent toute augmentation du budget commun, rechignent à régler la question épineuse du fonctionnement et des modes de décision et ralentissent les efforts menés dans le domaine de la défense européenne. Comment dès lors, se poser en ardent partisan de l'élargissement lorsqu'on s'oppose à toute réforme interne qui serait rendue nécessaire par un tel élargissement ?

L'Europe a besoin de logique opérationnelle et de responsabilité dans les prises de décision, au risque d'opérer un élargissement flasque qui n'arrangerait que ceux qui veulent affaiblir l'Union. D'ailleurs, le soi-disant « veto français » n'en est pas un, loin s'en faut. Le compte rendu du Conseil européen est explicite : le sujet sera abordé avant le sommet des Balkans en mai prochain.

La position française n'est pas une surprise, encore moins un « coup-fourré ». Elle était annoncée très clairement depuis le report de 2018, et prioritairement aux intéressés : quelques points précis devaient être réglés avant d'ouvrir les négociations d'adhésion. La France, déjà très impliquée dans ces pays, prend très au sérieux les candidatures de l'Albanie et de la Macédoine du Nord.

Deux éléments doivent être pris en compte car ils sont fondamentaux pour aborder cette question de l'élargissement de l'UE aux Balkans. D'une part, cette région est importante pour l'Europe, pour l'idée européenne même, à savoir qu'on peut construire le développement et garantir la paix, même sur des territoires en guerres 'héréditaires'. Le parallèle entre les relations franco-allemandes aux siècles précédents et les relations entre les peuples des Balkans, de ce point de vue, est éclairant.

D'autre part, cette vision de l'avenir traverse déjà la frontière de l'Union européenne car un projet stable dans les Balkans ne sera viable que lorsqu'il sera porté par l'ensemble de pays de l'Europe du Sud-Est, et non pas dans un antagonisme entre ceux 'qui n'y sont pas encore' et ceux qui sont 'déjà membres' de l'UE.

**Contact presse : Nadia Salem - [presse@fredericpetit.eu](mailto:presse@fredericpetit.eu) - 06 63 62 81 45.**